

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

DEUX AVIONS ABATTUS PAR LE POLISARIO

L'intervention militaire française au Sahara prend des allures de fiasco

L'intervention néo-coloniale française contre le peuple sahraoui et le Polisario prend de plus en plus l'aspect d'une déroute sur tous les plans. Après le camouflet infligé à Giscard en ce qui concerne l'annonce de la libération des prisonniers, ne voilà-t-il pas que ces derniers réfutent tous les mensonges de la propagande gouvernementale en annonçant que le gouvernement français se moque bien de la vie de ses ressortissants mais, au contraire, expose celle-ci pour la défense de ses intérêts impérialistes.

Il y a quelques semaines, le gouvernement hurlait que les «otages» risquaient pour leur vie. Ceux-ci viennent de déclarer qu'ils étaient parfaitement traités, mangeant mieux que les

soldats sahraouis eux-mêmes. Et comble d'ironie, les prisonniers font des déclarations tout ce qu'il y a de plus favorable à la lutte du peuple sahraoui. Affolé, le gouvernement a décidé d'interdire aux journalistes toute possibilité de rencontrer et d'interroger les prisonniers à leur arrivée à Orly vendredi après-midi, soulevant d'ailleurs une protestation de la part du syndicat des journalistes CFDT.

Par ailleurs, jeudi à Alger, le ministre sahraoui de la défense a publié un bilan des opérations militaires du Polisario en décembre. Ce bilan révèle que des avions français «Jaguar» et «Mirage» sont intervenus au moins à trois reprises en décembre contre des colonnes de patriotes sahraouis et auraient bombardé celles-

ci au napalm, à la roquette et au phosphore. Le 18 décembre, un tel bombardement faisait 15 morts parmi les combattants du Polisario et 74 parmi leurs prisonniers mauritaniens.

Cependant, ces interventions de l'aviation se sont soldées par la destruction de deux «Jaguar» français abattus, et par un pilote tué.

Au cours de l'attaque contre la garnison mauritanienne de Tmeimchat au Sahara occidental, le 18 décembre, les patriotes sahraouis auraient tué 152 soldats ennemis, déplorant eux, 15 morts et 25 blessés.

Le gouvernement nie ces faits, en particulier l'intervention d'avions français dans ces combats et la destruction de deux d'entre eux. De Guiringaud parle d'«intoxication du Polisario».

Mais qui a «intoxiqué» l'opinion, qui n'a cessé de mentir sinon le gouvernement français ? Quoi qu'il en soit, les mensonges du gouvernement ne peuvent cacher les défaites déjà cuisantes au point de vue politique et militaire de l'intervention française au Sahara.

L'impérialisme français semble s'orienter vers un engagement militaire accru contre le peuple du Sahara, afin de maintenir son pillage des richesses de ce pays. Nous ne devons pas permettre une nouvelle aventure impérialiste de la bourgeoisie française. Toute aventure militaire néo-coloniale ne peut que déboucher sur un échec.

Abonnement spécial

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

ABONNEZ-VOUS, ABONNEZ VOS AMIS

URSS

UN OUVRIER INTERNÉ

Un ouvrier de 45 ans, M. Vladimir Klebanov, a été interné de force par la police lundi dans un hôpital psychiatrique de Moscou à l'annonce mardi d'un infirmier dissident, membre du Comité d'études sur l'utilisation abusive de la psychiatrie.

Cette décision du pouvoir social-fasciste qui règne actuellement en URSS a été prise à la suite des déclarations faites par Klebanov à la fin de novembre à des journalistes étrangers. Cet ouvrier qui avait déjà passé quatre ans et demi dans des hôpitaux psychiatriques avait perdu son emploi de mineur après avoir critiqué les conditions de travail et en particulier l'insuffisance des mesures de sécurité.

D'autre part, une autre ouvrier, Evgueni Nikolaev, chez qui M. Klebanov avait fait ces déclarations a été lui-même convoqué dans un dispensaire psychiatrique.

Grande-Bretagne

Les pompiers en grève se heurtent aux dirigeants syndicaux

Après s'être opposés au gouvernement à la police, aux jaunes et à l'armée qui sabotent leur grève, les pompiers britanniques sont confrontés au Comité exécutif de la centrale syndicale (TUC) qui a renouvelé mercredi son refus de soutenir financièrement la grève des pompiers qui dure maintenant depuis six semaines.

Cette décision des trade-unions avait déjà été prise le 2 décembre par la Commission financière du syndicat qui avait rejeté l'appel des grévistes pour l'organisation d'une campagne d'action contre la politique de limitation des hausses salariales à 10 % menée par le gouvernement.

Cette décision, qui montre de quel côté se situe ce syndicat de trahison avait provoqué d'importantes réactions de colère chez les grévistes.

La réunion de mercredi a été marquée par une violente manifestation des pompiers en grève devant le siège du syndicat. Ils étaient plus de 4 000 présents pour répondre à cette trahison en injuriant le secrétaire général de la centrale syndicale à son arrivée et des œufs pourris ont été lancés sur tous les dirigeants, alliés du gouvernement.

Les grévistes ont menacé d'intervenir dans le bâtiment et de l'occuper, le service d'ordre a alors chargé plusieurs fois pour disperser les pompiers venus de commander au syndicat de soutenir les travailleurs et non pas le gouvernement.

1977

P4 : UNE ANNEE DE LUTTES CONTRE LE PLAN BARRE

P3 : UNE ANNEE DE VICTOIRES DES PEUPLES DU MONDE



NOTRE JOURNAL NE PARAITRA PAS ENTRE NOEL ET NOUVEL AN

Le prochain numéro sera daté du 3 janvier



● Montpellier

Soirée d'amitié avec le peuple réunionnais

« Jeudi 15 décembre, la jeune et dynamique Association réunionnaise organisait une soirée autour du thème de l'esclavage à la Réunion. Les danses et chants en créole (langue du pays) suscitèrent l'enthousiasme d'une salle où au moins 150 personnes étaient présentes (des Réunionnais et des Français), les poèmes ont réussi, c'est évident à nous sensibiliser sur le problème du colonialisme français, sur le problème de la faim (tous les jours des Réunionnais meurent, l'administration française emploie le terme de « mort physiologique »).

Le spectacle très réussi sur le plan de la qualité artistique a réellement participé à l'information d'une assistance comprenant de nombreux étudiants.

● Sin le Noble (Nord)

Morte de silicose à 24 ans !

Éliane Payelle, avait 24 ans. Depuis cinq ans, elle travaillait à l'usine des frères Leroy qui fabrique des produits d'entretien et de parfumerie à Sin-le-Noble dans le Nord.

Elle était empaqueteuse de poudre à récurer et travaillait sur une machine, sans aucun système de protection respirant des heures durant la poussière de silice. Il y a deux ans, elle tombait soudain malade, atteinte de ce mal terrible : la silicose. Éliane est morte de cette maladie la semaine dernière. L'usine Leroy à Sin-le-Noble est une sorte de galère moderne. Le travail est particulièrement dangereux et pénible. Les maladies sont nombreuses. Il y a quelques années, un autre ouvrier est mort. Sa peau était à un tel point brûlée par les produits utilisés ou fabriqués : eau de javel, soude, etc. quelle partait en lambeaux. Dans cette usine, les maladies dues à toute absence sérieuse de protection sont légion.

Aussi, les jeunes ouvrières qui y sont employées n'y restent pas. Non seulement elles n'ont aucune protection pour effectuer ce travail, mais elles sont exploitées comme au siècle dernier. Elles sont souvent payées au-dessous du SMIC comme la loi permet aux patrons de le faire quand ils emploient des jeunes de moins de 18 ans. Elles sont obligées de travailler souvent plus de 10 heures par jour.

● Bagnolet-Foyer Sonacotra

Nouvelles tentatives d'intimidation

Dans la nuit de lundi à mardi, « alerte à la bombe » au foyer Sonacotra. La police intervenait aussitôt et faisait évacuer les résidents en pleine nuit. Elle « visitait » toutes les chambres vides.

L'alerte à la bombe et le contrôle de la police constituent une nouvelle intimidation à l'égard des locataires en lutte. Ceci après la mort suspecte d'un travailleur immigré dans ce foyer, la semaine dernière, les incite à faire preuve de vigilance et à renforcer leurs luttes.

● Puyricard (près d'Aix)

Une jeune femme victime des flics

À Puyricard, près d'Aix-en-Provence, mardi dernier, des flics tous feux éteints arrêtaient près d'une voiture en stationnement. Le chauffeur de celle-ci croyant avoir à faire à des malfaiteurs, démarrait alors rapidement. Les flics se mirent à tirer sur la voiture, blessant grièvement la passagère, dans le dos. Il ne se passe donc plus de jour sans que les flics ne tuent ou blessent des gens et cela avec l'assentiment du pouvoir.

Que vaut le nom d'une femme ?

Alors que j'étais enceinte, je suis allée à la mairie de mon domicile pour reconnaître mon enfant avant sa naissance. L'employée de mairie s'étonna que je reconnaisse l'enfant avant le père (avec qui je ne suis pas mariée), car cela aboutissait à lui donner mon nom et non celui de son père. En effet, d'après la loi, si l'un des parents reconnaît l'enfant avant l'autre, il lui donne par là-même son nom. Or, la coutume veut que ce soit le père qui le fasse, d'où l'étonnement de l'employée, lorsque j'ai reconnu mon enfant la première. Si les parents le reconnaissent en même temps, il portera le nom du père.

Ce petit incident ne témoigne-t-il pas que le nom de la mère pour la société d'aujourd'hui ne vaut pas grand chose ? On sait le mépris dans lequel l'idéologie bourgeoise tient les mères célibataires. Tout ceci n'est-il pas la conséquence de la condition féminine dans cette société ?

D'après une correspondante.



● Argentine

Videla, ce démocrate méconnu...

L'enlèvement de vingt parents de disparus argentins et deux religieuses françaises le 8 décembre à Buenos Aires est venu s'ajouter à la longue liste des actes de répression exercés par le régime fasciste du général Jorge Videla sur les masses argentines et sur tous les démocrates.

Dans cette vaste entreprise de répression, c'est la classe ouvrière qui est la première touchée. Parmi les vingt femmes enlevées figurent deux camarades du Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine.

Parmi les 8 000 prisonniers politiques en Argentine figurent une vingtaine de Français, dont, soit dit en passant, le gouvernement français n'a pas l'air de se préoccuper outre mesure.

(Quand il s'agit de Français détenus par le Polisario, c'est autre chose, on s'émeut en haut lieu, on tonne, on menace, on intervient).

Il est évident pour tout le monde que le gouvernement de Videla est à l'origine des enlèvements, des disparitions, des emprisonnements arbitraires, des tortures. La tentative de Videla de mettre sur le dos du groupe « Montoneros » l'enlèvement des 20 parents de disparus, appelées cyniquement par les autorités militaires « les folles de la place de Mai » (du lieu où elles manifestaient réguliè-

rement) a lamentablement échoué.

Pourtant, il est des gens pour qui Videla est un démocrate. Il ne s'agit pas seulement de l'ambassadeur d'Argentine en France, ni de l'aide de camp du général, ni du directeur de son officine de propagande, il s'agit de gens qui osent encore s'appeler communistes.

Ainsi, un des dirigeants du Parti communiste argentin, Athos Fava, a publié au mois de novembre dernier, dans la Revue Internationale, périodique diffusé dans le monde entier, par les soins des révisionnistes soviétiques, un important article destiné à tromper l'opinion internationale sur la situation en Argentine et le caractère de son gouvernement.

Pour le PCA, il existe deux courants dans l'armée argentine : les modérés et les « pinochistes ». « Les partisans de la ligne modérée dirigés par le général Jorge Videla, l'ont emporté, se félicite Fava. Le PCA prône en conséquence « une union des milieux progres-

sites civils et militaires avec la participation des militaires démocrates » (dont Videla).

« Le Parti communiste, poursuit Fava, apprécie l'activité des partis politiques et des autres forces démocratiques et patriotes qui soutiennent d'une manière ou d'une autre les milieux dirigés par le général Videla... Ils constituent à eux tous, plus de 90 % des forces politiques du pays. A l'opposé, l'on trouve les forces de droite, d'extrême-droite et les gauchistes ».

« La tendance modérée s'exprime dans les déclarations du gouvernement. Les compagnons d'armes du général Videla ont affirmé dès le début qu'ils se fixaient comme objectif de trouver une issue démocratique à la crise et que la République devait être gouvernée sur la

base d'un système fédératif représentatif », affirme-t-il.

Et Fava de se féliciter qu'« à l'exception des groupes gauchistes, qui ont été interdits, la junte militaire n'a pas dissout les partis politiques bien qu'elle ait temporairement suspendu leur activité politique », situation dans laquelle se trouve le PCA.

Le principal thème de la lutte du PCA est à l'heure actuelle de savoir « comment arriver dans la pratique à un accord entre civils et militaires qui permettrait d'intensifier l'activité politique et syndicale et de raffermir la démocratie ».

Seul point noir dans cette Argentine idyllique : « les masses ont du mal, reconnaît Fava désolé, à comprendre la différence qui existe entre telle ou telle tendance militaire... »

LISEZ, OFFREZ

« La Chine telle que l'ont vue dix syndicalistes réalisé par des travailleurs et travailleuses d'EDF - GDF à leur retour d'un voyage en Chine. (Prix 15 F).

En vente aux librairies : « Les Herbes sauvages » : 70, rue de Belleville, Paris 20e et « La Force du livre » 33e rue René Leynaud - 69001 Lyon. Par correspondance à E 100 24, rue Philippe de Girard, 75010-Paris.

La France des luttes

Métallurgie

LE CHOMAGE S'ETEND

À la suite de la dernière réunion de la commission paritaire de l'emploi des métaux de la région parisienne, regroupant l'UNIMM (organisation patronale de la métallurgie) et les syndicats.

La FGM-CFDT a transmis un certain nombre de chiffres et données relatifs à l'emploi.

D'abord, il faut souligner que les effectifs globaux de la métallurgie ont diminué d'environ 200 000 depuis 1975.

Le blocage de l'embauche est devenu quasiment généralisé, les licenciements et suppressions d'emploi vont bon train. Pour la période de référence du 1er septembre 1977 au 31 octobre 1977, soit deux mois, pour la seule métallurgie parisienne, 49 entreprises ont été touchées par des mesures de licenciement collectif. Dans ces entreprises, qui totalisent un effectif de 11 177 salariés, 1 261 ont été victimes de licenciements « économiques », les raisons les plus généralement invoquées étant la baisse d'activité.

Parmi ces 49 entreprises, on peut citer les Câbles-de-Lyon de Clichy, SKF, la SNIAS-Suresnes...

Aux licenciements, il faut ajouter le chômage partiel qui touche actuellement 8 % des métaux.

Pour appliquer cette politique de chômage, les patrons ont recouru à différentes manœuvres : mutations, licenciements camouflés en départs en retraite anticipée, sans compter le bluff organisé autour de l'emploi des jeunes. En effet, des contrats temporaires d'apprentis ne peuvent être considérés comme des emplois.

Beaucoup de licenciements sont masqués par les licenciements individuels ou les départs, encouragés y compris en recourant aux primes à la démission.

En un an, le nombre des chômeurs a augmenté de 13,3 %. Cette augmentation se répartit de la façon suivante : pour les moins de 25 ans, plus 6,7 % ; de 25 ans à 40 ans, plus 21,5 % ; de 40 ans à 60 ans, plus 23,4 %.

Ces chiffres illustrent bien la place de premier plan que la lutte contre les licenciements doit occuper dans la résistance à la politique du patronat qui consiste à faire payer la crise aux travailleurs.

Pour mener cette lutte de manière conséquente, il faut rejeter les fausses solutions que sont les nationalisations ou encore la lutte pour une « autre politique industrielle ». Le chômage révèle dans toute sa rigueur

la nocivité du système capitaliste ; on doit s'y opposer pied à pied avec le juste mot d'ordre : « non à tout licenciement ».

En même temps, il s'agit d'expliquer que seul, le renversement du système capitaliste permettra de liquider ce fléau qui aujourd'hui frappe si durement la classe ouvrière.

Michelin - Clermont-Ferrand

La lutte continue !

La production est toujours totalement interrompue par la grève générale, déclenchée lundi contre l'horaire en semi-continu, pour les 40 h sans perte de salaire, pour le repos du samedi et dimanche.

Les manifestations ont été nombreuses tous ces derniers jours et encore ce jeudi.

La direction n'a pas changé de position pour l'instant, espérant de toute évidence que le mouvement s'essouffle au moment des fêtes de fin d'année.

La combativité est toujours très grande. Les directions syndicales

vont-elles renforcer et durcir le mouvement pour accroître le rapport de force ? On peut en douter : ce sont elles qui ont, en effet, permis aux directions séquestrées, la semaine dernière, de prendre la fuite et elles ne proposaient qu'une journée de débrayage (mardi)...

Les établissements Bergognan de Clermont-Ferrand (2 000 travailleurs) qui appartiennent à Michelin, ont débrayé mercredi par solidarité et les usines Michelin de Montceau-les-Mines et Rouen également : elles sont visées aussi par les mêmes mesures.

L'HUMANITE ROUGE
BIMENSUEL No 21
EST PARU



Michelin - Clermont-Ferrand

1977, UNE ANNEE DE LUTTES ET DE VICTOIRES

Le monde en marche

L'année qui s'achève aura connu un nouvel essor des luttes révolutionnaires des peuples du monde contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonie. Les événements internationaux qui se sont succédés apportent tous leur éclairage à une meilleure compréhension de la juste théorie des trois mondes qui trace les tâches de la Révolution prolétarienne mondiale aujourd'hui.

1977 aura été pour beaucoup «l'année de l'Afrique». Elle a commencé par un vigoureux développement des luttes des combattants de la liberté en Afrique Australe.

En Namibie, au Zimbabwe, en Azanie, la lutte armée s'est étendue et a remporté de grands succès. La colère des patriotes africains grandit de plus en plus fort et les dernières heures de l'odieuse «pouvoir pale» sont désormais comptés.

Peu de temps après, les roquettes soviétiques s'abattaient sur le peuple zairois dans la province du Shaba. Derrière cette agression grossière et brutale de mercenaires cubains et angolais, il n'était pas difficile de reconnaître la patte de Moscou. Le social-impérialisme a reçu une bonne raclée dans cette aventure et sa nature impérialiste et hégé-

moniste a été plus largement comprise. La corne de l'Afrique a aussi tenu la une des journaux avec le conflit somalo-éthiopien dont les superpuissances ne sont pas non plus absentes comme en témoigne la spectaculaire expulsion des Soviétiques de Somalie. Après ceux d'Égypte et du Soudan, le peuple

du colonialisme français. La rivalité des superpuissances se développait aussi sur ce flanc de l'Europe que représente le Moyen-Orient, une situation de ni guerre ni paix favorable à leurs intérêts. Mais la lutte résolue du peuple palestinien qui garde fermement en main le

consacrer un grand pas dans la détente internationale. Mais loin de se ralentir, la course aux armements qu'elles accumulent contre les peuples d'Europe n'a cessé de se développer. Les accords «Salt I» sont déjà devenus caducs alors qu'on n'enregistre toujours aucun progrès dans la conclusion

En Amérique latine, l'impérialisme américain ne fait plus la loi comme autrefois. En Bolivie, Colombie, Equateur, Brésil, Argentine, d'imposantes luttes ouvrières, paysannes et populaires se succèdent contre l'impérialisme yankee et ses valets locaux.

du régime antipopulaire indonésien. 1977 aura aussi consacré le développement de l'audience du marxisme-léninisme dans le monde avec la tenue victorieuse du 11e Congrès du Parti communiste chinois, l'émergence en pleine lumière du glorieux



Les peuples d'Afrique australe à la pointe de la lutte contre l'apartheid.

de Somalie a démasqué ces prétendus «amis» de son indépendance que ne pensaient qu'à le piller et le soumettre.

Dans le même temps, un nouvel État africain apparaissait à l'ONU : Djibouti, désormais juridiquement indépendante des chaî-

fusil de sa libération fera échec à leur chantage et saura anéantir toutes les manœuvres pour diviser les peuples arabes.

En Europe-même, pointé de leur rivalité, les superpuissances font grand bruit de la Conférence de Belgrade qui est censée

de Salt II. Voilà qui fait grandir la vigilance des peuples d'Europe en même temps que les luttes antifascistes du peuple soviétique et des peuples des pays de l'Est fait mûrir la compréhension de la nature hiltérienne de l'URSS de Brejnev.

En Asie du Sud-Est, la lutte armée dirigée par les partis communistes de Thaïlande, de Malaisie, des Philippines, de Birmanie, remporte de brillants succès et accroît son audience populaire. De même qu'à Timor Oriental, la lutte dirigée par le Fretilin ébranle les assises

et expérimenté Parti communiste du Kampuchéa, la création, au cœur même de la superpuissance américaine du Parti communiste marxiste-léniniste des USA, tandis qu'au Vietnam, au Laos, au Cambodge se développe l'édification de la société socialiste.

ELEMENTS PRATIQUES POUR LES LEGISLATIVES

Pour être candidat, il faut :

- être Français, jouir de ses droits politiques, être inscrit sur les listes électorales.

- avoir 23 ans accomplis au jour du scrutin.

Deux candidats par circonscription doivent remplir une déclaration de candidature sur papier libre indiquant nom, prénom, date et lieu de naissance, domicile, profession et lieu de l'inscription sur les listes électorales (modèles à la préfecture).

Ces déclarations doivent être déposées à la préfecture, en double exemplaire, entre le 4e lundi qui précède le premier tour et le 3e dimanche à minuit. Entre le 13 et le 19 février, il faut déposer auparavant un cautionnement de 1 000 F auprès du Trésorier payeur général. Ce cautionnement n'est remboursé que si le candidat obtient 5 % des suffrages exprimés.

On peut être candidat dans n'importe quelle circonscription.

La campagne électorale est ouverte à partir du 20e jour qui précède le scrutin, soit le 20 février au matin.

Chaque candidat dispose de panneaux officiels* (liste donnée lors du dépôt de la

candidature). Tout affichage en-dehors de ces panneaux est «interdit» (mais oui !). Chaque candidat a le droit de coller deux affiches sur ces panneaux officiels, format 60 X 80 maximum pour exposer son programme, plus deux affiches 20 X 40 maximum pour annoncer des réunions électorales. Les numéros de panneaux sont attribués dans l'ordre du dépôt des candidatures. Chaque candidat doit fournir : deux fois le nombre d'électeurs de bulletins de vote*(3) ; une fois le nombre d'électeurs de circulaires 21 X 29,7 recto-verso à fournir le lundi précédant le vote, soit le 6 mars au plus tard.

Chaque candidat doit avoir un mandataire pour siéger, avec voix consultative, à la commission de propagande qui organise l'envoi des documents ci-dessus et étudie les contestations. Les frais entraînés pour les affiches, frais d'affichage bulletins de vote, circulaires sont remboursés (selon un barème imposé et sur facture justificative de l'imprimerie) si le candidat obtient 5 % des exprimés.

Afin de disposer de l'ensemble des éléments précis, il faut prendre contact avec

la préfecture six semaines avant l'élection. Un dossier donnant tous les renseignements y est fourni, soit avant la fin du mois de janvier.

*(1) N'oubliez pas que la date limite pour l'inscription sur les listes électorales (à votre mairie) est fixée au 31 décembre.

*(2) Pour pouvoir prévoir, dans les circonscriptions où

nous présentons des candidats, le nombre d'affiches nécessaires pour coller sur les panneaux électoraux, les camarades du secteur doivent nous faire parvenir au plus vite le nombre de bureaux de vote existant sur la circonscription. (Ecrivez au journal).

*(3) De même, les camarades des différentes circonscriptions doivent nous faire connaître le nombre d'électeurs sur leur circonscription.

60 millions pour le 31 décembre !

Des camarades d'Etampes nous écrivent

Le 22 décembre, le total de la souscription tourne aux alentours de 45 millions. Cette semaine, un courrier très abondant nous est parvenu, tout n'a pas encore pu être comptabilisé ; nous ne pouvons donc donner un chiffre exact.

Pour sa part, le Comité de rédaction du journal a effectué un troisième versement qui se monte à 421,50 F.

Des camarades d'Etampes nous ont fait parvenir une lettre qu'ils adressent «A tous nos camarades». Ils demandent pourquoi nous n'avons pas encore 60 millions...

Malgré de nombreux et très clairs appels à la souscription, bien que la rédaction du journal ait maintes fois expliqué la nécessité léniniste d'une telle demande, «l'argent c'est le nerf de la guerre» (...)

Nombre de camarades n'ont pas bien compris la nécessité de ces soixante millions, comme d'ailleurs

ANDRE CUISINIER EST VIVANT DANS NOS CŒURS

24 décembre 1977 : deuxième et douloureux anniversaire de la mort tragique de notre camarade ANDRE CUISINIER

Toute sa famille, profondément touchée, vous demande, chers camarades de Dédé, ceux qu'il a connus et aimés et aussi tous les autres ayant un même idéal, de penser à lui, en ce 24 décembre, et de poursuivre son combat. Ensemble, le souvenir de Dédé ne s'éteindra pas. Dédé est vivant dans nos cœurs.

Bon débarras !

Les militaires sud-africains présents en France seront rapatriés progressivement à la suite de la décision de Paris de cesser ses fournitures d'armes, a annoncé mardi à Pretoria Piet Botha, ministre de la Défense. Le nombre de ces militaires ne passe la centaine.

des 60 autres qu'il faudra collecter à partir de janvier prochain.

L'argent ne remonte pas assez vite, on a de vieilles dettes impayées envers le quotidien. C'est tout cela qu'il faut changer, et vite, nous devons en finir avec le style routinier et être tous plus offensifs car des échéances importantes se font jour.

Notre CD, le CDHR Maurice Audin, avait, il y a de cela quelques mois, des dettes envers la presse, en clair, nous devons 700 F, (multipliez un peu cela par le nombre de CD...) et bien ces 700 F, nous les avons quasiment remboursés en trois mois, en même temps, nous avons fait un gros effort de souscription. Ainsi devons-nous souscrire 2 400 F entre les mois de novembre et de décembre et bien nous avons dépassé les 2 400 F rien qu'au mois de novembre.

Il existe plusieurs façons de souscrire, il faut d'une part se servir du matériel prévu à cet effet, d'autre part, expliquer au peuple travailleur la nécessité de son soutien financier, oui bien qu'étant exploité, bien qu'étant «fauchés», notre journal doit compter sur l'argent des travailleurs, sur «les petits sous» des travailleurs. (...)

1977, UNE ANNEE DE LUTTES ET DE VICTOIRES

Combat sans merci contre l'austérité !

Nos frères immigrés dans le combat

L'année 1977 a sans doute été marquée par l'importance des luttes de nos frères de classe immigrés. Ceux des foyers Sonacotra tout d'abord, dont la longue grève est vraiment un exemple pour toute la classe ouvrière de notre pays, française ou immigrée.

La bourgeoisie française au pouvoir a bien senti quel danger elle représentait pour cette montée de la combativité des travailleurs immigrés. Par les mesures racistes du ministre Stoléro, le gouvernement a prétendu fermer les portes à l'immigration, expulser de France les travailleurs immigrés.

La riposte s'organise : le samedi 19 novembre, 6 000 travailleurs, français et immigrés au coude à coude descendaient dans les rues de Paris. Des manifestations se déroulaient un peu partout à la même époque.

Mais le gouvernement ne s'arrête pas là. Il laisse agir librement les bandes fascistes qu'il soutient en cachette. La fin de cette année est marquée par l'assassinat du travailleur algérien Laid Sébaï, abattu à coups de revolver dans les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe.



Le 19 novembre à Paris : 6 000 travailleurs, Français et immigrés au coude à coude. Une unité décisive pour les luttes à venir (Photo HR).

• Corse

Un peuple en lutte

Par la répression, le gouvernement français a voulu, cette année encore, briser la montée de la lutte du peuple corse. Mais en vain.

De son côté, le Parti communiste marxiste-léniniste de France a pris nettement position pour le droit à l'autodétermination de ce peuple.

Pierre Maître assassiné

Le 5 juin à 1 heure 30 du matin, l'ouvrier Pierre Maître était abattu par les bandits de la CFT, au piquet de grève des Verreries mécaniques à Reims.

Cet assassinat soulevait partout l'indignation. Les

larmes de crocodiles du gouvernement, des dirigeants de la CFT, ce «syndicat» terroriste et anti-ouvrier ne pouvaient empêcher les nombreuses manifestations de surgir dans toute la France au cri de «Pierre Maître sera vengé».

Malville

50 000 manifestants rassemblés à Malville, l'une des plus grandes manifestations de cette année. Les manifestants de Malville sont venus dire non à la politique nucléaire du gouvernement.

Quand la police charge les manifestants, qui reposent, un manifestant est tué par les flics.

Le fait que le mouvement écologique ait dû affronter la police du capital est un fait déterminant : l'ennemi, c'est le pouvoir capitaliste, prêt à tout pour défendre ses profits ; la démonstration est faite : seule la lutte paie, à Malville quelque chose a changé, un pas a été franchi.

Klaus Croissant extradé

Mercredi 16 novembre au soir, la nouvelle tombe, sèche : l'avocat de la bande à Blüder, Klaus Croissant, a été expulsé de France, exilé.

Une fois de plus le gou-

vernement bourgeois piétine sa propre légalité. Quand il s'agit d'assurer son ordre pour défendre ses propres intérêts, la bourgeoisie est prête à rejeter ses propres lois démocratiques : Le droit d'asile est bafoué.

Quatre faits qui accusent le régime

En mars dernier, à Wissant, petit village du Pas-de-Calais, une famille de sept enfants a dû se réfugier dans un abri de bus pour passer la nuit. Le père venant d'être licencié de son emploi, elle avait été obligée, faute d'argent, de quitter son logement.

Au mois d'avril, Mme Aubry, mère de trois enfants s'est suicidée. La police était venue la chercher dans son village en l'accusant du vol d'un beefsteak dans un supermarché de Dinan. Conduite au commissariat, elle a nié. Le jour où elle devait comparaître devant le procureur de la République, elle s'est suicidée en se jetant dans la Rance.

Le préfet de police lui-même a reconnu que 1 627 expulsions avaient été effectuées à Paris entre le 1er avril et le 31 août de cette année. Plus des trois quart d'entre elles sont liées au fait que les locataires n'arrivaient plus à payer leur loyer.

Outre plusieurs suicides d'enseignants, dix-sept chômeurs au moins se sont suicidés sans compter 700 jeunes qui se voyaient privés de tout débouché. Voilà des faits qui disent la profondeur de la crise, l'exploitation accrue dans le cadre du plan Barre, et qui mettent en accusation le régime capitaliste.

Intervention française au Sahara

Tout d'abord une campagne effrénée contre le peuple algérien et le gouvernement de Boumediène, contre les guérilleros du Front Polisario qui luttent pour leur indépendance nationale, puis une intervention militaire directe contre ce peuple : c'est l'événement marquant de ce mois de décembre.

Non seulement la France a encore des colonies, mais encore le gouvernement, qui ne rêve que de profits fabuleux, intervient directement en Afrique du Nord, mili-

tairement, à deux reprises.

Les avions français attaquent les maquisards du Front Polisario. Le prétexte en est : les 8 détenus par le Front. Or très vite ce prétexte mensonger est battu en brèche : les otages eux-mêmes disent leur admiration pour ce peuple du Sahara occidental, courageux, qui lutte pour sa liberté.

Le Polisario libère les détenus. Giscard en est pour ses frais.

Union de la gauche : plus rien ne va

On nous rabattait les oreilles avec la belle unité qui régnait à gauche, au-delà de quelques problèmes. Or voilà qu'au beau milieu du mois de septembre les négociations au sommet n'aboutissent pas. L'union de la gauche est rompue, à quelques mois des élections.

Puis viennent les injures publiques entre Marchais et Mitterrand. Les choses sont de plus en plus claires. Aux yeux des nombreux travailleurs, l'Union de la Gauche a perdu, au fond, beaucoup de la crédibilité qu'elle avait pu gagner. Dans les rangs du

PCF notamment, les interrogations se font tenaces : si l'Union de la gauche n'était pas la perspective, la voie à suivre, alors que faut-il faire ? C'est toute la ligne de traïson des dirigeants du PCF qui est de fait remise en question.



Des grèves longues et dures

1977 : une année où la crise du capitalisme s'est encore accentuée ; une année où les monopoles, le patronat et l'État à leur service ont tout mis en œuvre pour faire payer cette crise aux travailleurs qui ont été tout au long durement frappés dans leurs salaires, leurs conditions de travail et toutes leurs conditions d'existence.

Et toute cette année a été jalonnée de luttes souvent longues, dures dans les en-

treprises et aussi en dehors (logement, environnement, nucléaire, etc.), manifestant avec force la profonde combativité des travailleurs.

Diviser ouvriers et paysans (comme à l'occasion de suites de la sécheresse de 1976), diviser travailleurs français et immigrés (par d'ignobles campagnes racistes), opposer notre peuple à ceux du tiers monde soldant responsables des difficultés : telle fut la politique systématique de ceux qui nous gouvernent.

Impasse pour la ligne de soumission aux partis de gauche

Au printemps dernier, les confédérations CGT et CFDT ont présenté leurs plate-formes et propositions.

L'une et l'autre n'offraient comme perspective et de la façon la plus claire, que la victoire de l'Union de la gauche aux élections de 1978 et la «coopération» des syndicats avec un gouvernement de gauche. C'était le fameux mot d'ordre «Union, action, Programme communs». Il consistait en fait à réduire l'action à des journées multipliées au rythme de l'intensification du méconten-

tement et de la combativité, et l'union à celle des directions confédérales dans leur totale soumission aux projets des partis de gauche.

Ainsi, lors du 1er décembre, quelques dizaines seulement d'ouvriers de Peugeot ont débrayé ; nulle part ne furent repris les mots d'ordre portant sur le Programme commun et sa réactualisation ; l'opposition est telle qu'Edmond Maire (sans avoir changé pour autant sur le fond) a présenté une «autocritique» sur ces points !

Indépendance à l'égard de tous les partis bourgeois !

C'est ainsi que se traduit aujourd'hui la volonté des travailleurs de s'unir sur des bases de classe dans la lutte et pour la lutte classe contre classe :

- classe ouvrière contre classe bourgeoise,

- classe ouvrière contre les monopoles et l'État qui les sert,

- classe ouvrière contre tous les partis bourgeois : ceux qui sont aujourd'hui au gouvernement bien sûr, comme ceux qui y ont été

et qui aspirent à y être demain !

- classe ouvrière unie

sur cette base avec ses alliés, tels les paysans petits et moyens dont le syndicat Paysans-Travailleurs a justement proclamé bien haut, lors de sa récente conférence nationale, son indépendance à l'égard des partis de droite ou de gauche !

Grande combativité, volonté d'indépendance à l'égard des partis bourgeois : voilà une excellente situation qui augure bien de l'avenir pour la conquête de son autonomie par la classe ouvrière et pour l'édification de son parti prolétarien.



Les paysans en lutte contre la centrale du Pellerin accueillent leurs camarades libérés et les portent en triomphe (photo HR).

La tendance à l'unité

C'est par le renforcement de leur unité qu'ont répondu les travailleurs :

- ouvriers, paysans lors de la grève d'Orlac-Gilca (trust agro-alimentaire) ; soutien des paysans aux luttes ouvrières ;

- paysans, ouvriers, in-

tellectuels contre la centrale nucléaire du Pellerin, à Malville, à Naussac, à Flamanville, etc.

- soutien de travailleurs français aux résidents des foyers Sonacotra ; Français, immigrés contre les mesures Stoléro, contre les assassinats racistes.